

(1)

(N° 261)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MAI 1922.

Proposition de loi organisant l'enseignement primaire et frœbel
dans les cercles d'Eupen-Malmédy.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi du 15 septembre 1919 confie le gouvernement des territoires rattachés à la Belgique, en vertu des articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles, du 28 juin 1919, à un Haut Commissaire désigné par le Roi.

Ce Haut Commissaire royal exerce la plénitude des pouvoirs législatifs et exécutifs, sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur; ces pouvoirs extraordinaires ont une durée indéterminée, qui ne prendra fin que par une décision du pouvoir législatif (art. 8 de la loi du 15 septembre 1919).

Nous estimons que ces pouvoirs, en ce qui concerne l'organisation de l'enseignement, doivent cesser et qu'il y a lieu de placer par une loi, les écoles et les instituteurs sous le régime légal administratif belge.

Point n'est besoin de démontrer que dans les territoires rattachés, l'enseignement doit tendre et arriver à effacer sans heurt, mais sûrement, le souvenir de la domination allemande et le remplacer par l'amour et l'attachement à la Patrie belge.

Point n'est besoin de prouver non plus que l'enseignement ne sera pénétré de cette tendance patriotique que s'il est, autant que possible, confié à des instituteurs belges. Or, la situation qui y est faite actuellement aux professeurs et instituteurs de nationalité belge est plutôt de nature à les engager à reprendre leurs fonctions dans la mère patrie.

1. — *Le traitement est insuffisant.*

Les instituteurs affirment que dans les nouveaux territoires belges, la vie est 20 % plus chère qu'en vieille Belgique et cependant ils n'y jouissent que du traitement alloué par les lois et règlements ordinaires.

Le Gouvernement d'Eupen-Malmédy, pour attirer les instituteurs belges leur

H

avait promis, par écrit, une indemnité de séjour de 10 francs par jour, pendant les années de transition (5 à 8 ans).

Nous sommes en possession du texte d'un tel engagement, signé par M. Malingier, chef du Service de l'enseignement.

Cette rémunération a été supprimée le 30 juin 1921, alors que les circonstances qui en avaient justifié l'octroi n'ont pas changé.

Dans une lettre datée de Malmédy, 18 juillet 1921, et adressée à M. le Ministre de l'Intérieur, « le personnel enseignant d'Eupen-Malmédy reconnaissant la » nécessité de réduire les dépenses publiques pour préserver le pays de la ruine » qui le menace, est prêt à consentir à tous les sacrifices nécessaires pourvu qu'ils » soient équitablement répartis, mais il proteste énergiquement lorsque, par » application excessive et mal placée du principe d'économie, il se voit menacé » d'être moins payé dans son exil volontaire, pour sa tâche difficile et ingrate » que ne l'est, pour un travail régulier, le personnel resté au pays natal. Or, à » traitement brutalement égal, à cause des circonstances économiques défavo- » rables des deux districts, ce personnel serait incontestablement moins bien » rémunéré. L'indemnité dont le retrait partiel est en cause, le plaçait sur un » pied d'égalité avec ses frères d'ancienne Belgique; elle ne laissait guère d'avan- » tage qu'aux instituteurs et institutrices des petits villages et ceux-ci le méri- » taient bien, du reste, par l'isolement pénible dans lequel ils doivent vivre.

» Il a demandé que l'indemnité de séjour fût remplacée à titre définitif par un » supplément de traitement uniforme de 2,000 francs.

» Ce chiffre est insuffisant dans les circonstances actuelles, mais il espère que » l'amélioration de la situation économique lui apportera dans l'avenir une juste » compensation. »

Dans une pétition, adressée à Sa Majesté le Roi, par l'intermédiaire du service de l'enseignement, le 25 juillet 1921, les intéressés ajoutent :

« Les difficultés que l'on éprouve pour réussir à pourvoir de titulaires une » vingtaine de postes restés vacants et une dizaine de postes nouveaux, prouvent » qu'il y avait lieu de majorer plutôt que de diminuer les traitements. »

A cette requête il n'a été fait aucune réponse. Nous en concluons qu'elle n'est pas parvenue à destination.

Et, dans une lettre récente (21 février 1922), à M. le Ministre de l'Intérieur, les instituteurs écrivent :

« Un nombre important de diplômés belges nous ont quittés depuis août » dernier; la majorité de ceux qui restent n'attendent qu'une occasion favorable » pour en faire autant.

» Malgré un nouvel appel à des instituteurs grands-ducaux, malgré la nomina- » tion d'institutrices à des places d'instituteurs, malgré la désignation d'inté- » rimaires sans diplôme, les classes restent sans titulaires.

» Nous devons craindre qu'il ne soit bientôt plus possible d'assurer, de façon » sérieuse, au seul point de vue pédagogique, le service de l'enseignement » primaire et que l'on ne puisse lui donner un caractère vraiment national et » orienter vers la Belgique l'âme des jeunes générations. »

* * *

Dans un article récent de *La Libre Belgique* on a pu lire :

« Le crédit à répartir pour les indemnités se trouve réduit à quelque chose »
 » comme 225,000 francs. Le personnel accepte la réduction, s'inclinant devant »
 » la considération des nécessités budgétaires de l'État, mais il demande que »
 » l'indemnité soit de 2,000 francs (au lieu de 3,650 francs qu'elle était) »
 » pour chacun sans distinction et que cette indemnité soit établie à titre »
 » définitif.

» Le service de l'enseignement n'accepte pas ; il propose un barème différentiel.
 » Il adresse à chaque membre du personnel une circulaire l'invitant à lui « faire »
 » savoir par oui ou par non » s'il admet ce barème.

» L'*Union des Instituteurs* se réunit, décide de ne pas admettre le barème »
 » proposé et que ses membres répondront, soit par voie directe, soit par l'inter- »
 » médiaire de leur section, négativement à la question posée par le service »
 » de l'enseignement. Le Directeur du service de l'enseignement s'irrite. Il »
 » déclare « non avenus » tous les bulletins avec réponses qui lui sont transmis »
 » par l'*Union des Instituteurs*; il lance une circulaire aux membres du »
 » personnel enseignant où il accuse l'*Union des Instituteurs* d'avoir exercé »
 » sur eux une pression ; puis, comme le paiement des indemnités est suspendu »
 » depuis que la question de leur revision est ouverte, il ajoute, recourant ainsi »
 » à un moyen de pression évident, celui-ci : « Les membres du personnel qui »
 » déclarent se rallier à mes propositions de barème, arrêtées de commun accord »
 » avec le Gouverneur, toucheront, sans tarder, leur indemnité spéciale ; les autres »
 » attendront et n'auront plus droit qu'à ce qui restera de la somme à distribuer ».

» Alors qu'il y a près de 250 instituteurs et professeurs, le service de l'en- »
 » seignement a réussi à obtenir 35 à 40 réponses « oui » ; ceux qui les ont faites »
 » ont touché tout de suite l'indemnité qui leur revenait selon le barème »
 » différentiel.

» Les autres ne reçoivent rien. »

2. — *Il n'y a pas de stabilité de fonctions.*

Un arrêté du Haut Commissaire royal, daté du 13 octobre 1921, porte en son article 2 :

« Les décisions concernant les suspensions et révocations des instituteurs sont »
 » prises par le Conseil communal, soit de sa propre initiative, soit sur la propo- »
 » sition de notre conseiller des sciences et des arts M. Mallinger. L'intéressé »
 » devra être préalablement entendu, etc. »

Les instituteurs se sont adressés le 14 janvier 1922 à M. Mallinger, à l'effet d'obtenir l'institution de conseils d'instituteurs prévus par la loi organique de l'enseignement primaire belge.

Cette demande n'a pas été admise sous prétexte que l'on doit attendre, pour

créer ces organismes, qu'il y ait des instituteurs éligibles, c'est-à-dire qui ont au moins dix années de fonctions, dont trois au moins dans le canton.

Enfin *La Libre Belgique* écrit dans son numéro du 7 mai 1922 :

« Les instituteurs et institutrices reprochent au chef du service de l'enseignement de procéder à des mutations arbitraires. On nous a exposé certains cas avec beaucoup de précision. Nous ne pouvons entrer, sous peine de trop allonger cet article, dans le détail de ces cas. »

» Disons seulement qu'ils nous ont paru justifier l'appréciation du personnel. »
» *L'Union des Instituteurs* a voulu intervenir, dans un cas, en faveur d'un de ses membres; le chef de service lui a envoyé alors une lettre brutale, où il lui reproche d'adopter les procédés des groupements les plus avancés. »

3. — *Le Syndicat des instituteurs n'est plus reconnu.*

La réponse susvisée de M. Mallinger aux instituteurs en date du 1^{er} mars 1922 contenait encore la phrase suivante :

« En présence de la pression évidente exercée par l'Union du personnel enseignant sur ses membres à l'occasion de la réponse à faire à ma circulaire n° 7518, j'ai décidé de ne plus traiter, désormais, avec ce syndicat. »

D'autre part, les dirigeants de l'*Union des Instituteurs* ont dû promettre officiellement de ne jamais affilier leur syndicat à une association professionnelle existant en vieille Belgique.

4. — *Le droit à la pension n'est pas garanti.*

Les lois sur les pensions des professeurs et instituteurs belges, ni les statuts de la Caisse des veuves et orphelins ne sont applicables aux instituteurs d'Eupen-Malmédy.

5. — *L'organisation matérielle des écoles laisse à désirer.*

Il y a des écoles établies dans des porcheries, des recreations organisées sur la place publique avec ses mille dangers de la rue, un matériel didactique pauvre ou nul, des conseils communaux qui refusent de délivrer les fournitures classiques nécessaires aux élèves peu aisés, etc.

6. — *Composition du personnel enseignant au point de vue de la nationalité et des diplômes.*

Nombre d'instituteurs et d'institutrices pour les deux cantons à fin mars 1922 : 211 personnes.

Nationalité de ces 211 personnes :

124 Belges.

20 Allemands. (Il ne s'agit pas de Malmédiens ni d'Eupenois, mais d'Allemands authentiques et avérés.)

16 Luxembourgeois du Grand-Duché.

1 Polonais.

1 Hollandais.

49 sur la nationalité desquels le public n'est pas édifié.

La plupart de ces derniers sont originaires de la région, mais ils étaient en fonctions en Prusse, d'où ils sont revenus.

Un des « 49 » a été officier prussien; il a fait la guerre dans l'armée prussienne; il a protesté contre le rattachement à la Belgique lors de la consultation. Et il dirige une école à quatre classes, avec trois instituteurs belges diplômés sous ses ordres!

Sur les 211 instituteurs et institutrices, 56 ont des diplômes allemands, 15 des diplômes grands-ducaux, la plupart d'études incomplètes; 19, parmi lesquels seulement 3 Belges, n'ont pas de diplôme.

Conclusions.

Ce régime en matière d'enseignement aura pour résultat de séparer ces provinces de plus en plus de la Belgique, au lieu de les y ramener, car il chasse le personnel enseignant diplômé belge au profit d'un personnel étranger non diplômé.

Il faut donc :

1° Appliquer intégralement aux écoles et au personnel enseignant diplômé, de nationalité belge, les lois et les règlements belges, tant au point de vue des traitements que de la pension et de la stabilité des fonctions;

2° Exiger que le personnel soit belge sans distinction d'origine et diplômé. Certaines situations acquises par des étrangers pourront être respectées par arrêté royal;

3° Fixer par un arrêté royal :

a) Le délai pendant lequel les diplômes étrangers des instituteurs actuellement en fonctions pourront être homologués;

b) Le délai pendant lequel les agents non diplômés doivent acquérir le diplôme.

4° Accorder aux instituteurs et professeurs diplômés belges (sans distinction d'origine) un supplément d'indemnité de résidence, lequel ne pourra être inférieur à 2,000 francs. Un arrêté royal fixera l'indemnité;

5° Respecter les droits acquis antérieurement à la présente loi pour des services rendus par les instituteurs diplômés, *originaires des territoires rattachés*,

tant au point de vue de leur pension personnelle éventuelle, qu'au point de vue de l'affiliation à la Caisse des veuves et des orphelins.

En conséquence, nous espérons que les Chambres belges voteront les dispositions suivantes, pour que dans un avenir très prochain, tous les enfants des territoires rattachés aient l'occasion de fréquenter des écoles tenues par des instituteurs diplômés belges.

A. BUYL.

ANNEXE AU N° 261.

Proposition de loi organisant l'enseignement primaire et fröebel dans les cercles d'Eupen-Malmédy.

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation à la loi du 15 septembre 1919, l'enseignement primaire et fröebel des territoires rattachés à la Belgique, en vertu des articles 33, 34 et 35 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, est soumis à partir du 4^{er} octobre 1922, au régime des lois et règlements belges.

ART. 2.

Les instituteurs diplômés belges jouiront provisoirement d'un supplément d'indemnité de résidence à fixer par arrêté royal, lequel ne peut être inférieur à 2,000 francs.

ART. 3.

Les lois qui régissent les pensions des instituteurs belges sont applicables aux membres du personnel enseignant des territoires rédimés. Un arrêté royal déterminera les droits acquis par des instituteurs diplômés originaires des territoires d'Eupen-Malmédy pour des services rendus antérieurement à la présente loi.

BIJLAGE VAN N° 261.

Wetsvoorstel tot inrichting van het lager onderwijs en van het fröebel-onderwijs in de gebieden Eupen-Malmédy.

EERSTE ARTIKEL.

Bij afwijking der wet van 15 September 1919, wordt het lager onderwijs en het fröebelonderwijs der krachtens de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles dd. 28 Juni 1919 aan België gehechte gebieden, vanat 1 October 1922 onderworpen aan de Belgische wetten en verordeningen.

ART. 2.

De Belgische gediplomeerde onderwijzers ontvangen voorloopig een toeslag van huishuurvergoeding, welke niet minder dan 2,000 frank mag bedragen en bij Koninklijk besluit wordt vastgesteld.

ART. 3.

De wetten op de pensioenen der Belgische onderwijzers zijn mede van toepassing op de leden van het onderwijzend personeel in de aangehechte grondgebieden. Een Koninklijk besluit bepaalt de rechten die aan de gediplomeerde onderwijzers, uit de gebieden Eupen-Malmédy herkomstig, verworven blijven wegens de diensten die zij vóór het bestaan dezer wet hebben bewezen.

ART. 4.

La situation des instituteurs non diplômés sera réglée par arrêté royal.

ART. 5.

Les dépenses résultant de l'application de la présente loi sont à charge du budget du Haut Commissaire royal. Les traitements, les suppléments de traitement et les pensions sont payés directement aux intéressés par le Trésor public et remboursés, sur le budget susvisé, par des ordonnances de paiement qui seront envoyées avant le 15 décembre de l'année en cours, au Département des Sciences et des Arts.

ART. 4.

De toestand van de niet gediplomeerde onderwijzers wordt bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 5.

De uitgaven wegens de toepassing dezer wet komen ten laste der begrooting van den Koninklijken Hoogen Commissaris. De jaarwedden, bijwedden en pensioenen worden rechtstreeks door de Openbare Schatkist aan de belanghebbers uitbetaald en, op bovengemelde begrooting, terugbetaald door bevelschriften tot betaling, welke, vóór 15 December van het loopende jaar, aan het Departement van Wetenschappen en Kunsten gezonden worden.

A. BUYL.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 MEI 1922.

**Wetsvoorstel tot inrichting van het lager onderwijs en van het fröbelonderwijs
in de gebieden Eupen-Malmédy.**

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De wet van 15 September 1919 vertrouwt de Regeering over de krachtens de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles, dd. 28 Juni 1919, aan België gehechte grondgebieden toe aan een door den Koning benoemden Hoogen Commissaris.

Deze Hooge Commissaris is bekleed met al de wetgevende en uitvoerende machten onder het gezag van den Minister van Binnenlandsche Zaken. Deze buitengewone machten hebben een onbepaalden duur die slechts een einde neemt door eene beslissing van de wetgevende macht (art. 8 der wet van 15 September 1919).

Wij zijn van gevoelen, wat de inrichting van het onderwijs betreft, dat deze machten moeten ophouden te bestaan en dat het behoort de scholen en de onderwijzers, door middel van eene wet, onder het wettelijk beheer van het Belgisch bestuur te plaatsen.

Het is geenszins noodig te bewijzen dat in de aangehechte gebieden het onderwijs er moet toe strekken en er toe geraken, de herinnering aan de Duitse overheersching zonder horten of stooten, doch zeker uit te wisschen en haar te vervangen door de liefde voor en de gehechtheid aan het Belgische Vaderland.

Het is ook niet noodig te bewijzen dat het onderwijs van deze vaderlandsche strekking niet zal doordrongen zijn dan bijaldien het, zooveel mogelijk, aan Belgische leerkrachten wordt toevertrouwd. Welnu, de toestand, welken de leeraren en onderwijzers van Belgische nationaliteit aldaar tegenwoordig bezitten, is eerder van aard hen aan te zetten om hunne betrekkingen in het Moederland te hernemen.

1. — *De jaarwedde is ontoereikend.*

De onderwijzers beweren dat, in de nieuwe Belgische gebieden, het leven 20 ten honderd duurder is dan in het oude België en nochtans genieten zij er slechts de jaarwedde die door de gewone wetten en reglementen wordt toegekend.

H

De Regeering van Eupen-Malmédy had, om de Belgische onderwijzers aan te lokken, hun schriftelijk eene verblijfsvergoeding beloofd van 10 frank daags, gedurende de overgangsjaren (5 tot 8 jaar).

Wij zijn in bezit van den tekst van eene dergelijke verbintenis, onderteekend door den heer Mallingen, overste van den onderwijstdienst.

Deze vergoeding werd op 30 Juni 1921 teruggetrokken, alhoewel de omstandigheden, die er de toekenning van gewettigd hadden, niet zijn veranderd.

In een brief uit Malmédy, gedagteekend 18 Juli 1921 en gericht tot den Minister van Binnenlandsche Zaken, komt het volgende voor : « Het onderwijs- » personeel van Eupen-Malmédy, de noodzakelijkheid erkennende om de open- » bare uitgaven in te korten ten einde het land van den dreigenden ondergang » te redden, is bereid al de daartoe noodige offers te brengen mits deze op » billijke wijze worden verdeeld, doch het komt krachtadig in verzet wanneer, » door een buitensporige en slecht begrepen toepassing van het bezuinigings- » beginsel, het bedreigd wordt minder goed betaald te worden in zijn vrijwillige » ballingschap, voor zijn moeilijke en ondankbare taak, dan het in het geborte- » land gebleven personeel voor een regelmatigigen arbeid.

» Welnu, bij ruwweg genomen gelijke jaarwedde, zou, ter oorzaak van ongun- » stige economische omstandigheden in beide districten, dit personeel ontegenspre- » kelijk slechter bezoldigd zijn. De vergoeding, waarvan de gedeeltelijke » terugtrekking in quæstie is, plaatste het op een gelijken voet met zijne » ambtgenooten in oud België; zij verschaft slechts voordeel aan de onder- » wijzers en onderwijzeressen der kleine dorpen; deze verdienden het, overigens, » wel door de pijnlijke afzondering waarin zij moeten leven.

» Het heeft gevraagd dat de verblijfsvergoeding op vaste wijze werd vervangen » door een eenvormige bijwedde van 2,000 frank.

» Dit bedrag is ontoereikend in de huidige omstandigheden, doch het hoopt » dat de verbetering van den economischen toestand in 't vervolg een billijke » vergoeding zal aanbrengen. »

In een verzoekschrift, gezonden aan Z. M. den Koning, door tusschenkomst van den onderwijstdienst, op 25 Juli 1921, voegen de belanghebbenden er bij :

« De moeilijkheden, welke men ontmoet om titularissen te vinden voor een » twintigtal opengebleven plaatsen en voor een tiental nieuwe posten, bewijzen » dat het noodig was de jaarwedden eerder te vermeerderen dan te verminderen. »

Op dit verzoekschrift werd geen antwoord gegeven. Wij besluiten daaruit dat het niet zijne bestemming bereikte.

En in een onlangs geschreven brief (dd. 21 Februari 1922) aan den Minister van Binnenlandsche Zaken, zeggen de onderwijzers :

« Een aanzienlijk getal Belgische gediplomeerden hebben ons, sedert » Augustus l.l. verlaten; de meesten van die overblijven wachten slechts op een » gunstige gelegenheid om de eersten te volgen.

» Ondanks een nieuw beroep op onderwijzers uit het Groothertogdom, » ondanks de benoeming van onderwijzeressen tot plaatsen van onderwijzers,

» ondanks de benoeming van ongediplomeerde tusschentijdsche onderwijzers,
» blijven de klassen zonder titularissen.

» Wij moeten vreezen dat het weldra niet meer mogelijk zal zijn, op ernstige
» wijze, alleen onder paedagogisch oogpunt, den dienst van het lager onderwijs
» te verzekeren en dat men daaraan niet een oprecht nationaal karakter kan geven
» en de ziel der jonge geslachten Belgisch doen gevoelen. »

* * *

In een onlangs verschenen artikel in *La Libre Belgique* kon men lezen :

« Het crediet, te verdeelen voor de vergoedingen, werd ingekort tot op nage-
» noeg 225,000 frank. Het personeel neemt de inkorting aan, zich neerleggende
» bij de noodzakelijkheid van de begrootingsbehoeften van den Staat, doch het
» vraagt dat de vergoeding 2,000 frank (in plaats van 3,650 frank zooals vroeger)
» zou bedragen voor iedereen zonder uitzondering en dat deze vergoeding voor-
» goed wordt vastgesteld.

» De onderwijstdienst neemt niet aan; hij stelt een verschillend barema voor.
» Hij zendt aan ieder lid van het personeel een omzendbrief met verzoek hem
» « bij ja of bij neen » te antwoorden of hij dit barema aanneemt.

» De « Onderwijzersvereniging » vergadert, beslist het voorgestelde barema
» niet aan te nemen en dat zijne leden, hetzij langs den rechtstreekschen weg,
» hetzij door tusschenkomst van hunne afdeeling, ontkennend zullen antwoorden
» op de vraag door den onderwijstdienst gesteld,

» De Bestuurder van den onderwijstdienst wordt driftig. Hij verklaart « voor
» niet ontvangen » al de antwoord-bulletijns welke hem door bemiddeling van
» de « Onderwijzersvereniging » toekomen; hij zendt een rondschrijven aan de
» leden van het onderwijzend personeel, waarin hij de « Onderwijzersveree-
» niging » beticht op hen drukking te hebben geoefend; vervolgens, daar de be-
» taling der vergoedingen is opgeschorpt sedert er quæstie is dezelve te herzien,
» voegt hij er het volgende bij, alzoo een blijkbare drukking uitoefenende : « De
» leden van het personeel, die verklaren zich te vereenigen met mijne voorstellen
» van barema, in gemeen overleg met den Gouverneur vastgesteld, zullen onver-
» wijld hunne bijzondere vergoeding trekken; de overigen zullen wachten en geen
» recht meer hebben dan op hetgeen van de te verdeelen som zal overblijven. »

» Alhoewel er nagenoeg 250 onderwijzers en leeraars zijn, is de onderwijs-
» dienst er in gelukt 33 tot 40 ja-antwoorden te bekomen; die, welke ze hebben
» gezonden, ontvingen dadelijk de hun volgens het veranderlijk barema toeko-
» mende vergoeding.

» De overigen ontvingen niets! »

2. — *Er bestaat geene vastheid van betrekking.*

Een besluit van den Koninklijken Hoogen Commissaris, gedagteekend
13 October 1921, luidt bij artikel 2 :

« De beslissingen in zake opschorsingen en afzettingen der onderwijzers,

» worden genomen door den gemeenteraad, hetzij op eigen initiatief, hetzij
» op voorstel van onzen Raadsman van Wetenschappen en Kunsten, den heer
» Mallinger. De belanghebbende moet vooraf worden gehoord, enz. »

De onderwijzers richtten zich, op 14 Januari 1922, tot den heer Mallinger ten einde de oprichting te bekomen van onderwijzersraden, voorzien door de wet tot regeling van het lager onderwijs in België.

Deze aanvraag werd afgewezen onder voorwendsel dat men, om deze inrichtingen tot stand te brengen, moet wachten totdat er verkiesbare onderwijzers zijn, die ten minste tien ambtsjaren tellen, waarvan ten minste drie in het kanton.

Eindelijk, in zijn nummer van 7 Mei 1922, schreef *La Libre Belgique* :

» De onderwijzers en onderwijzeressen verwijten aan den dienstoverste van
» het onderwijs, het personeel op willekeurige wijze over te plaatsen. Men heeft
» ons sommige gevallen met veel nauwkeurigheid aangegeven. Op gevaar af, dit
» artikel te zeer te rekken, kunnen wij al deze gevallen niet omstandig aanhalen.
» Zeggen wij alleen dat zij ons van aard schenen om de critiek van het
» personeel te billijken. De « Onderwijzersvereniging » heeft, in een geval, ten
» voordeele van een harer leden willen tusschenkomen; de dienstoverste zond
» haar alsdan een bot schrijven waarin hij haar verwijt, « de handelwijze te
» huldigen van de meest vooruitstrevende groepeerings » ! »

3. — *Het Onderwijzerssyndicaat is niet meer erkend,*

Het bovengemeld antwoord van den heer Mallingen aan de onderwijzers dd. 1 Maart 1922 bevatte nog de volgende zinsnede :

« Tegenover de blijkbare drukking door de Vereeniging van het Onderwijzend
» Personeel op hare leden uitgeoefend ter gelegenheid van het antwoord te
» geven op mijn omzendbrief n^o 7518, heb ik beslist, voortaan niet meer met
» dit syndicaat te onderhandelen.

Anderzijds, hebben de leiders van « De Onderwijzersvereniging » officieel moeten beloven, nooit hun syndicaat aan te sluiten bij eene in oud België bestaande vakvereniging.

4. — *Het recht op pensioen is niet gewaarborgd.*

De wetten op de pensioenen der Belgische leeraars en onderwijzers, noch de statuten van de kas der weduwen en weezen zijn van toepassing op de onderwijzers in de grondgebieden Eupen-Malmédy.

5. — *De stoffelijke inrichting der scholen laat te wenschen over.*

Er zijn scholen in varkenskoten ingericht; speeluren worden op de openbare plaats genoten ongelet op de duizenden gevaren der straat; het didactisch materieel is van geener waarde of niet bestaande; gemeenteraden weigeren het noodig schoolgerief aan de weinig bemiddelde leerlingen te verschaffen, enz.

6. — *Samenstelling van het onderwijzend personeel in opzichte van nationaliteit en van diploma's.*

Aantal onderwijzers en onderwijzeressen voor de beide kantons op einde Maart 1922 : 211 personen.

Nationaliteit van deze 211 personen :

124 Belgen ;

20 Duitschers (het geldt geene Malmedianen noch Eupenaren, doch echte en bekende Duitschers) ;

16 Luxemburgers uit het Groothertogdom ;

1 Pool ;

1 Hollander ;

49, over wier nationaliteit men niet ingelicht is.

De meesten dezer laatsten zijn uit de streek herkomstig, doch, vóór den oorlog, waren zij in betrekking in Pruisen, vanwaar zij zijn overgekomen.

Een der « 49 » laatsten is Pruisisch officier geweest; hij heeft den oorlog medegemaakt in het Duitsche leger; bij de volksraadpleging heeft hij zich verzet tegen de aanhechting van België. Hij bestuurt eene school met vier klassen, met drie gediplomeerde Belgische onderwijzers *onder zijne bevelen*.

Van de 211 onderwijzers en onderwijzeressen, zijn 56 in bezit van Duitsche diploma's, 15 van Groothertogelijke diploma's, meestal van onvolledige studiën; 19, waaronder slechts 3 Belgen, hebben geen diploma.

Besluiten.

Deze regeling in zake onderwijs zal ten gevolge hebben, deze provinciën meer en meer van België af te scheiden in stede van ze er naar toe te brengen, want daardoor wordt het Belgisch gediplomeerd onderwijzend personeel verjaagd ten voordeele van een vreemd, niet gediplomeerd personeel.

Het is dus noodig :

1° Op de scholen en op het gediplomeerd leerpersoneel, van Belgische nationaliteit, de Belgische wetten en reglementen onverkort toe te passen, zoowel ten aanzien van de jaarwedden als van het pensioen en van de vastheid der betrekkingen;

2° Te eischen dat het personeel Belg zij, zonder onderscheid van herkomst, en tevens gediplomeerd. Sommige, door de vreemdelingen verworven toestanden kunnen bij Koninklijk besluit worden geëerbiedigd;

3° Bij Koninklijk besluit te bepalen :

a) Den termijn, binnen welken de vreemde diploma's der thans in betrekking zijnde onderwijzers kunnen bekrachtigd worden;

b) Den termijn, binnen welken de niet gediplomeerde agenten het diploma moeten behalen ;

4° Aan de gediplomeerde Belgische onderwijzers en leeraars (zonder onderscheid van herkomst) een toeslag van verblijfsvergoeding te verzekeren, welke niet minder mag bedragen dan 2,000 frank. Een Koninklijk besluit zal de vergoeding vaststellen ;

5° De rechten te eerbiedigen welke vóór het in werking treden van deze wet werden verworven wegens diensten bewezen door de gediplomeerde onderwijzers, uit de aangehechte gebieden herkomstig, zoowel ten aanzien van hun mogelijk persoonlijk pensioen als ten aanzien van de aansluiting bij de Kas der Weduwen en Weezen.

Dienvolgens hopen wij dat de Belgische Kamers de navolgende bepalingen zullen goedkeuren, opdat, in een zeer nabije toekomst, al de kinderen der aangehechte grondgebieden de gelegenheid zouden hebben, de scholen te bezoeken, welke door gediplomeerde Belgische onderwijzers worden gehouden.

Ad. BUYL.